



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 216

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Jean Auclair.

M. Jean Auclair. Monsieur le président, ma question s'adressait à M. le ministre de l'agriculture. Mais je me demande s'il y en a encore un dans ce pays (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste), car les semaines se suivent et se ressemblent: M. le ministre de l'agriculture n'est jamais là ! (Mêmes mouvements.)

M. Félix Leyzour. C'est vous qui n'étiez pas là !

M. Jean Auclair. C'est sans doute Mme le ministre de l'environnement qui va me répondre. En effet, ses compétences en matière agricole sont reconnues depuis qu'elle a répondu à un député des Alpes-Maritimes qu'elle voulait faire cohabiter les loups et les brebis dans le massif du Mercantour en protégeant les deuxièmes par des clôtures électriques. Bravo, madame le ministre pour cette réponse extraordinaire ! (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Mardi prochain, les éleveurs d'une vingtaine de départements du bassin du Massif central se retrouveront à Charolles pour manifester leur opposition au «paquet Santer». S'ils ont peur des propositions de la Commission, ils redoutent surtout le comportement du Gouvernement, sa désinvolture et son incompétence en matière agricole. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.) La preuve, M. le ministre n'est jamais là ! (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Christian Bataille. Parce qu'il travaille !

M. Jean Auclair. Vous connaissez tous le légendaire bon sens paysan. Les agriculteurs ont en plus de la mémoire. Ils se rappellent qu'en 1992, si ce n'était M. Le Pensec, c'étaient ses amis socialistes qui étaient au pouvoir pour réformer la PAC qui a conduit les éleveurs à la misère. (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste.) Si, aujourd'hui, ils ont peur, c'est qu'ils connaissent les prouesses des socialistes en agriculture, d'autant que les intégristes verts font partie désormais de la majorité plurielle.

M. Arnaud Lepercq. Très bien !

M. Jean Auclair. Toutes ces conditions rassemblées suscitent une suspicion bien justifiée.

Le Gouvernement tient deux discours: le discours public, lénifiant à souhait, où il ressasse son opposition au «paquet Santer», et le discours de Brest, celui des socialistes sectaires (Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République), dans lequel on constate, messieurs, que vous voulez casser l'agriculture et sa mission de production au profit d'une agriculture environnementale. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. Un peu de silence !

M. Jean Auclair. Et surtout - c'est bien là une habitude socialiste - vous créez toujours de nouveaux pauvres. (Mêmes mouvements.) Aujourd'hui, vous allez même réussir l'exploit d'en créer en agriculture, puisque vous avez l'intention d'instaurer un revenu minimum rural. Alors, il est temps de vous expliquer. Allez-vous augmenter d'une manière sensible la prime à l'herbe ? Tous les hectares pourront-ils en bénéficier ? Supprimerez-vous la notion de prairie temporaire et naturelle ? Allez-vous rééquilibrer la prime vache allaitante et la prime bovin mâle ? Enfin, est-il vrai que cette prime bovin mâle ne sera versée qu'à quatorze mois, ce qui serait cette fois la mort définitive de tous les naisseurs des zones défavorisées ?

Je sais très bien que M. Le Pensec ne peut pas tout connaître. Alors qu'il fasse comme son prédécesseur Philippe Vasseur, qui a dû beaucoup s'investir (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du groupe du Rassemblement pour la République) pour réparer les graves erreurs de 1992. Qu'il écoute les vrais professionnels du Massif central, ceux qui y vivent et non pas la voix des apparatchiks socialo-écologistes ! (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. le président. Malheureusement, M. Le Pensec, qui défend actuellement le budget de l'agriculture au Sénat, ne pourra pas répondre à cette question nuancée. C'est Mme Voynet qui va le faire. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Pierre Mazeaud. Et Kyoto alors ?

M. le président. La parole est à Mme le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Mme Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Vous me pardonnerez, monsieur le député, vous qui avez lu votre question, de ne pas entrer dans le détail de ce que je qualifierai non pas de polémique, au sens noble du terme, mais de diatribe haineuse à l'encontre d'un homme qui en train de défendre son budget devant vos collègues parlementaires du Sénat, budget qui réaffirme les lignes prioritaires d'une volonté politique de défense du monde rural, notamment grâce à l'activité agricole. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Qu'il s'agisse de la préparation de la loi d'orientation agricole, que Louis Le Pensec mène en concertation étroite avec l'ensemble des organisations professionnelles, qu'il s'agisse du plan pour le monde rural, sur lequel je travaille...

Un député du groupe du Rassemblement pour la République. Cela ne sert à rien !

M. Jean Auclair. N'y travaillez surtout pas, ce serait catastrophique !

Mme le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. ... en concertation étroite avec ces mêmes organisations et avec les élus qui représentent ces zones rurales, nous sommes extrêmement attentifs à la réforme des fonds structurels et de la PAC qui est préparée par la Commission. Nous tiendrons d'ailleurs demain une réunion entre ministres concernés afin de vérifier que nous sommes d'accord sur les priorités: maintien de la ligne directrice agricole, revalorisation significative des aides à l'élevage extensif et notamment à la vache allaitante, intégration de la prime à l'herbe dans la PAC afin qu'elle cesse de stériliser l'ensemble des moyens qui sont disponibles pour les mesures agri-environnementales.

Nous sommes entièrement d'accord sur la nécessité de faire en sorte que notre agriculture permette de nourrir dans des conditions décentes la population, d'entretenir le monde rural, mais aussi de maintenir de nombreux paysans bien répartis sur le territoire national. Je n'ai pas connaissance que la politique agricole que vous avez menée par le passé l'ait permis, monsieur le député ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean Auclair](#)

**Circonscription :** Creuse (2<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 216

**Rubrique :** Élevage

**Ministère interrogé :** aménagement du territoire et environnement

**Ministère attributaire :** aménagement du territoire et environnement

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 3 décembre 1997, page 6742

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 décembre 1997